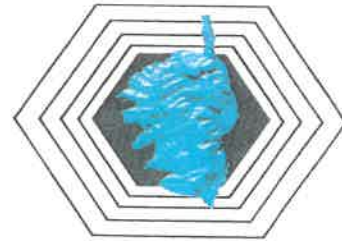




ODARC



CADEC

L'Office du Développement Agricole et Rural de Corse

La Caisse de Développement de la Corse

Fonds de Contre Garantie Bancaire Agricole Corse

- Vu la loi du 13 mai 1991 portant création de la Collectivité Territoriale de Corse,
- Vu la loi du 22 janvier 2002 relative à la Corse,
- Vu la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales,
- Vu la loi les articles 107 et suivant du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne
- Vu l'article 17 des statuts de l'Office du Développement Agricole et Rural de Corse approuvés par la délibération n°92/44 de l'Assemblée de Corse en date du 26 juin 1992 qui prévoit que le Conseil d'Administration délibère sur les conditions générales d'organisation et de fonctionnement de l'Office,
- Vu la délibération n°2019-294 du Conseil d'Administration de l'ODARC en date du 8 mars 2019 prenant acte du débat d'orientations budgétaires pour l'exercice 2019
- Vu la délibération n°2019 –302 du Conseil d'Administration de l'ODARC en date du 15 avril 2019 approuvant le lancement d'un appel à manifestation d'intérêt à destination des gestionnaires de fonds d'ingénierie financière
- Vu la délibération N°2019- 299 du Conseil d'Administration de l'ODARC en date du 15 avril 2019 approuvant le budget 2019 et affectant la somme de 1.6 M€ au titre des dispositifs d'ingénierie financière dans sa section « fonctionnement ».
- Vu l'appel à manifestation d'intérêt émis par l'ODARC le 6 mai 2019
- Vu la délibération du conseil d'administration de l'Office du Développement Agricole et Rural de Corse(ODARC), en date du 31 juillet 2019 autorisant la Directrice par Interim de l'ODARC à signer avec la CADEC la présente convention

Il a été décidé ce qui suit :

Entre,

L'Office du Développement Agricole et Rural de Corse (ci-après désigné ODARC), sis Avenue Paul GIACOBBI – 20600 BASTIA, représenté par sa Directrice par interim **Madame Marie-Pierre BIANCHINI**,

et,

La société Caisse de Développement de la Corse (ci-après désignée CADEC) société anonyme au capital de 5.001.240 euros, immatriculée au registre du commerce et des sociétés d'Ajaccio sous le numéro 321777021 ayant son siège social, 6 avenue de Paris, 20000 AJACCIO, représentée par le Président de son Conseil d'administration **Monsieur Alexandre VINCIGUERRA**,

PREAMBULE :

Dans le cadre de ses missions de développement de l'agriculture en Corse, l'ODARC assure l'instruction des demandes de soutien formulées par les exploitants insulaires pour la concrétisation de leurs projets d'investissement. Ce soutien est mis en œuvre sous forme de subventions attribuées dans le respect des différents cadres réglementaires nationaux et européens dédiés à l'agriculture.

Ces subventions, qui représentent souvent une part conséquente du plan de financement des investissements (entre 50 et 60% des sommes investies) sont versées à l'agriculteur selon des modalités très strictes et contraignantes qui obligent ce dernier à faire l'avance de la dépense avant même de percevoir l'aide.

Or, considérant les volumes financiers concernés, beaucoup d'agriculteurs sont confrontés à l'impossibilité de consentir cette avance sur la totalité des dépenses ce qui entrave de fait, la structuration des exploitations qui sont financièrement les plus fragiles. On assiste alors à une situation paradoxale qui aboutit à une plus grande facilité d'accès à l'aide pour les exploitations à forte capacité financière. En effet, ces dernières ont notamment recours au financement bancaire qui peut prendre plusieurs formes leur assurant ainsi la trésorerie suffisante leur permettant de mener à bien leurs programmes d'investissement.

Une des solutions de financement bancaire les plus adaptées à couvrir les besoins de trésorerie liés aux règles de liquidation de l'aide publique consiste en la mise en place de prêts relais. Ces relais permettent à l'agriculteur de réaliser l'investissement dans l'attente du versement de la subvention qui vient ensuite en remboursement de l'encours souscrit auprès de la banque.

Ce système est couramment usité par les agriculteurs mais son octroi par le système bancaire demeure conditionné à l'appréciation du risque opérée par le financeur. Or, là encore, les exploitants financièrement fragiles rencontrent de grandes difficultés à recourir à cet outil financier les éloignant un peu plus de l'aide à l'investissement.

L'ODARC et la CADEC constituent par la présente un fonds d'intervention destiné à garantir les financements en relais de subvention accordés par les banques aux agriculteurs.
Ce fonds s'intitule : Fonds de Contre Garantie Bancaire Agricole Corse (FCGBAC).

Par la réalisation d'investissements matériels, la sous-mesure 412 du Programme de Développement Rural de Corse contribue à la structuration et à l'équipement des exploitations agricoles.

Cette mesure est mise en œuvre par le service instructeur de l'ODARC.

Afin de remédier aux écarts de temps entre l'émission de la convention signée par l'autorité de gestion déléguée et la réalisation des investissements constatés par l'ordonnateur il est prévu, en sus des éventuelles garanties retenues par la banque de mettre en place une garantie bancaire octroyée par la CADEC.

Les termes utilisés dans la présente Convention auront les définitions suivantes :

- « Compte du fonds »

Le Compte du fonds est relatif à la comptabilité spécifique devant être établie par la CADEC, dans le cadre de l'arrêté de ses comptes annuels devant faire apparaître à la fin de chaque exercice social de la CADEC :

- la liste des bénéficiaires, le nombre et le montant des garanties réalisées
- le montant des pertes et provisions, et les frais de recours et contentieux
- la trésorerie du fonds et le produit des placements
- la créance de l'ODARC au titre de l'exercice social en cours

- la créance cumulée de l'ODARC au titre des exercices précédents
- « Bénéficiaires »
 - L'objectif consiste à garantir les banques susceptibles de relayer des subventions liées à l'investissement octroyée par l'ODARC dans le cadre de la mesure 412 du PDRC. Le bénéficiaire direct de la contre-garantie est tout organisme financier accordant un relais subvention d'une durée maximale de 2 ans à un bénéficiaire ultime éligible.
 - Le bénéficiaire ultime de la contre-garantie est l'agriculteur, qui ne dispose pas du statut « jeune agriculteur » et qui est détenteur d'un arrêté attributif au titre de la mesure 4.1.2 du PDRC relayé par le bénéficiaire direct.
- « Opérations éligibles »
 - La mesure 412 du PDRC vise à moderniser les structures des exploitations en mettant l'accent sur des investissements structurants (bâtiments, accès, aménagements...).
 - Les opérations éligibles à la mobilisation du dispositif de contre-garantie concernent l'acquisition, la construction et l'amélioration des bâtiments des exploitations agricoles, notamment :
 - Les bâtiments d'élevage : bergerie et salle de traite (systèmes hors sol proscrit), les unités de naissage...etc.
 - Les structures de conditionnement, stockage et transformation à la ferme de la production de l'exploitation, y compris froid.
 - Les bâtiments dédiés au stockage du matériel
 - Les structures de type : serres de production, les serres tunnel...etc
 - Les infrastructures connexes aux opérations éligibles telles que la création de pistes d'accès secondaire des bâtiments des exploitations et leurs équipements (portail, passages, forage...) sont intégrées à l'assiette des dépenses concernée par le dispositif.

Article 1 : Objet de la convention

L'objet de la présente convention consiste en la création d'un fonds de garantie destiné à contre-garantir les banques susceptibles de relayer des subventions liées à l'investissement octroyée par l'ODARC dans le cadre de la mesure 412 du PDRC.

Ces garanties seront financées sur la base de ressources provenant de la création et la mobilisation d'un **Fonds de Contre Garantie Bancaire Agricole Corse (FCGBAC)** confié à cet effet par l'ODARC à la société CADEC.

Article 2 : Conditions d'application

Le Fonds de Contre Garantie Bancaire Agricole Corse (FCGBAC) est créé afin de contre-garantir les banques susceptibles de relayer des subventions liées à l'investissement octroyées par l'ODARC dans le cadre de la mesure 412 du PDRC actuel ou de la mesure équivalente dans le prochain PDRC.

L'encours maximal garanti par opération ne peut excéder deux cent mille euros (200 000€).

La couverture du risque ne peut excéder 80% du relais bancaire octroyé.

Le coût de la garantie, facturé au bénéficiaire ultime s'élève à 2% flat sur le montant du crédit relayé.

Les bénéficiaires ultimes éligibles sont les agriculteurs personnes physiques ou morales dont l'objet est agricole (sociétés à objet agricole, tels que les GAEC, EARL, SCEA, SASU...). Pour les personnes morales la majorité des parts doit être détenue par une ou plusieurs personnes physiques justifiant du statut d'exploitant agricole. Sont également éligibles les groupements agricoles dans laquelle les exploitants agricoles détiennent la totalité des parts sociales.

Les sociétés en participation, les indivisions, les propriétaires bailleurs de biens fonciers sont exclus du dispositif.

Les concours éligibles sont les crédits bancaires à court terme (< 2ans) ayant pour objet le relais d'une subvention issue de la sous-mesure 412 du PDRC.

La CADEC n'intervient pas pour assurer l'agriculteur contre le risque de défaillance de son entreprise, mais garantit ses banques pour une partie de leur perte finale éventuelle sur des opérations de crédit relais de subvention.

Il ne s'agit pas d'une garantie supplémentaire mais d'un partage de la perte finale avec la banque.

La banque conserve toujours une part de risque propre dans le crédit.

La garantie ne bénéficie qu'à l'établissement financier. Elle ne peut en aucun cas être invoquée par les tiers, notamment par l'emprunteur et ses garants personnels, pour contester tout ou partie de leur dette.

La garantie proposée est une garantie résiduelle c'est-à-dire après mise en œuvre par la banque de ses garanties. La banque devra préalablement actionner des garanties en premières demande de type : Cession Dailly, Nantissement de titres, Caution solidaire ...

La banque recueille auprès de l'entreprise les garanties usuelles correspondant à l'objet financé (celles-ci sont mentionnées en clauses particulières de la notification de garantie lorsqu'elle existe).

Le canal de distribution est direct, au cas par cas, après étude du dossier de financement présenté par la banque qui s'est positionnée elle-même favorablement sur la demande de son client.

La décision de CADEC se matérialise par une notification de garantie comportant, au recto, les conditions particulières et au verso les conditions générales de son intervention.

Cette notification est adressée en même temps à la banque et au bénéficiaire final.

Une procédure de pré-notification peut être envisagée.

La banque met en jeu la garantie de CADEC dès la survenance d'un événement qui l'y autorise et au plus tard dans l'année qui suit.

Ces événements cités expressément dans les conditions générales de garantie sont, pour les opérations de crédit : la déchéance du terme, le redressement judiciaire, la liquidation judiciaire et la résiliation du crédit.

L'agriculteur n'a pas à informer directement CADEC.

C'est la banque qui exerce les recours amiables et judiciaires, en concertation avec CADEC et prend toutes les mesures appropriées (suivant les circonstances) pour le recouvrement de la totalité de la créance.

C'est seulement au moment de la mise en jeu de sa garantie que CADEC vérifie le respect des conditions particulières et générales de son accord de garantie ; pour ce faire, la banque transmet les justificatifs utiles.

Pour les opérations sous convention de délégation, le contrôle est réalisé seulement lors de la demande d'indemnisation de la perte finale adressée par la banque.

La banque doit justifier de la mise en œuvre des autres garanties retenues.

Durant l'exercice des poursuites de recouvrement par la banque et à compter de la mise en jeu de la garantie, le fonds est redevable d'un intérêt de trésorerie sur la part garantie de la créance à recouvrer. Ces intérêts sont versés à la banque au moment du règlement de la perte finale.

Lorsqu'il est constaté, en accord avec CADEC, que toutes les poursuites utiles ont été épuisées, le fonds règle la perte finale et lesdits intérêts, au prorata de sa part de risque.

Article 3 : Engagements financiers

L'ODARC s'engage, sous réserve de disponibilités financières, à doter le Fonds de Contre Garantie Bancaire Agricole Corse (FCGBAC) d'un montant de six cent mille euros (600 000 €). Le versement de cette dotation sera réalisé en une ou plusieurs tranches selon les besoins identifiés par les parties.

La CADEC s'engage à appliquer un coefficient multiplicateur de 3.

Un euro du Fonds peut garantir trois euros de prêt et l'encours global de prêts garantis ne peut pas dépasser trois fois le montant disponible sur le fonds de garantie.

Le fonctionnement du fonds est assuré par la CADEC dans les conditions prévues par la présente Convention. La CADEC s'engage à respecter les termes fixés par cette convention dans l'utilisation des sommes mises à disposition au titre du fonds et à ne pas consentir de financements via recours au fonds postérieurement au 31 décembre 2026, sauf avenant signé entre les parties.

La CADEC peut décider, en accord avec l'ODARC, de proroger cette durée. La décision est prise trois mois avant l'expiration de la durée prévue.

Domiciliation bancaire

Les dotations seront versées à la domiciliation bancaire suivante :

CREDIT AGRICOLE DE LA CORSE

Client : SA CAISSE DE DEVELOPPEMENT DE LA CORSE

Code Banque : 12006

Code guichet : 00080

N° de compte : 10111735010

Clé RIB : 33

IBAN FR76 1200 6000 8010 1117 3501 033 AGRIFRPP820

Article 4 : Modalités de traitement des contre garanties bancaires

1 - Toute demande de garantie dans le cadre du FCGBAC, auprès de l'ODARC ou de la CADEC fera l'objet d'une information réciproque.

2- Sur la base de la convention ou de l'arrêté attributif, la banque établit un dossier (Cf annexe N°1)
La prise de garantie auprès de la CADEC n'exonère pas la banque de mobiliser des garanties autres : cession de créance, nantissement, caution...

3 – Le dossier transmis par la banque à la CADEC doit comprendre :

- La description de l'opération de crédit,
- Les pièces constitutives de l'opération en fonction de l'objet du crédit.
- La demande de garantie

4 - CADEC fait connaître sa décision dans un délai de 2 jours ouvrés à compter de la date de réception du dossier complet.

Si cette décision est favorable, la CADEC édite une notification (annexe N°2) qui comporte :

- Le délai de validité
- Les caractéristiques principales de l'opération de crédit concernée,
- L'identité du Bénéficiaire,
- Les sûretés personnelles et réelles ainsi que les conditions particulières assortissant le crédit de la banque,
- Le montant de la participation financière à recevoir,
- L'identité d'un éventuel contre garant ou co-garant. (Dans le cas de l'intervention d'un co ou contre garant, le délai de réponse peut être ramené à 8 jours ouvrés)
- Le règlement du fonds de garantie qui précise les conditions générales d'intervention de la CADEC

Quand le plan de financement prévoit un autofinancement, la Banque a l'obligation de vérifier elle-même la réalité de l'autofinancement avant la signature du contrat de l'opération de crédit.

Une copie de la notification est transmise à l'ODARC.

5 - Quand elle est en possession de la notification de garantie de la CADEC, la Banque rédige les contrats appelés à constater les opérations de crédit garanties par la CADEC.

Les contrats sont signés par le Bénéficiaire.

La Banque recueille les sûretés réelles et personnelles prévues qui sont régularisées à son profit.

Les contrats constatant l'opération de crédit doivent être accompagnés des Conditions Générales d'Intervention de la CADEC pour être paraphées et signées par le Bénéficiaire de l'opération de crédit et par la ou les cautions le cas échéant.

6 - Dès la signature du contrat de l'opération de crédit objet de la garantie de la CADEC, la Banque adresse, dans le délai d'un mois à compter de la première mise à disposition des fonds, au siège social de la CADEC le contrat de prêt accompagné du tableau d'amortissement du crédit.

7 - La participation financière due par la banque et prélevée sur les comptes du bénéficiaire ultime fait l'objet d'un règlement établi en faveur de la CADEC. En cas de non perception de la participation financière par la CADEC, dans un délai d'un mois suivant la signature du contrat de prêt, la notification de garantie devient caduque.

8 - La Banque doit informer la CADEC avant toute signature des contrats, si des modifications ont été apportées au projet initial (c'est-à-dire à l'opération de crédit telle qu'elle lui a été initialement présentée), portant notamment sur la nature juridique ou la dénomination du Bénéficiaire, le montant de l'opération de crédit, sa durée, le montant et la nature de l'autofinancement annoncé, le montant de l'investissement, les sûretés personnelles ou réelles recueillies.

9 - Dans un but préventif en cas d'apparition de difficultés rencontrées par le Bénéficiaire et dont ils auraient connaissance, la Banque et la CADEC se concerteront pour définir, si besoin est, une action appropriée à mener auprès du Bénéficiaire. La Banque doit déclarer à la CADEC les incidents de paiements relatifs aux opérations de crédits garanties.

La CADEC en informe l'ODARC.

10 - La garantie de la CADEC peut être mise en jeu quand survient l'un des événements suivants (le fait générateur) :

- Prononcé de la déchéance du terme,
- Prononcé d'un redressement judiciaire,
- Prononcé d'une liquidation judiciaire,

La Banque doit prévenir la CADEC de la survenance du fait générateur au plus tard dans les quatre mois après leur survenance.

Le fait générateur est porté à la connaissance de la CADEC par un envoi de la banque par courrier RAR au siège social de la CADEC qui comprend selon les cas tout justificatif de l'insolvabilité du bénéficiaire ou de ses garants.

11 - Avant le règlement de sa garantie par la CADEC, et si l'intégralité de la créance n'a pas été recouvrée, la Banque doit poursuivre les procédures de recouvrement à l'égard du Bénéficiaire et de ses garants ou co-emprunteurs. La Banque doit informer la CADEC des phases essentielles de ces procédures.

Si la créance s'avère définitivement irrécouvrable, la Banque en informe la CADEC en lui communiquant un certificat établi par un huissier de justice constatant la créance irrécouvrable, pièce indispensable à la demande de paiement; et tous justificatifs de l'insolvabilité du bénéficiaire ou de ses garants : rapports d'enquête, PV de carence, etc.

La demande de règlement s'appuie sur la créance de la Banque ainsi définie : capital restant dû à la date du fait générateur, diminué des sommes recouvrées par la Banque avant la demande de règlement.

12 - Si la banque n'a pas demandé à la CADEC le règlement de sa garantie dans un délai d'un an à compter de la date à laquelle elle a la faculté de procéder à un appel en paiement, ou un an après la date de la dernière information sur le suivi du dossier, elle est réputée avoir renoncé au bénéfice de la garantie de la CADEC.

13 - La CADEC règle sa garantie sur la créance définie ci-dessus au prorata de sa quotité de risque dans la limite du montant de la garantie initialement accordée.

Sur communication des éléments montrant la fin des recours ou l'insolvabilité de l'emprunteur et de ses garants éventuels, ainsi que sur présentation d'un relevé de compte de la créance, (CADEC n'exerce pas de subrogation après paiement; le principe étant une indemnisation après épuisement des recours exercés par la banque) CADEC règle à la banque le montant de sa garantie calculé à partir des paramètres suivants:

- capital restant dû,
- majoré des intérêts, au taux contractuel normal,
- échus à la date de l'événement contentieux (1 année maximum),
- diminué de tous les recouvrements perçus,
- majoré d'une rémunération pendant la phase de recouvrement,
- versement en une fois.

Article 5 : Dispositions particulières

Communication : L'ODARC et la CADEC peuvent communiquer, par tous moyens, sur l'existence et le fonctionnement du FCGBAC. La CADEC s'engage également à respecter les obligations de publicité, telles qu'elles résultent de l'application d FCGBAC, dans toutes les communications qu'elle sera conduite à réaliser ayant trait au développement durable, par voie de presse ou dans les documents qu'elle diffusera.

Information et suivi : La CADEC adressera annuellement à l'ODARC un compte rendu d'activité relatif au FCGBAC incluant notamment le nombre et le montant des fonds mobilisés au titre du FCGBAC, l'état du contentieux, la liste des encours par bénéficiaire, et toute information utile à la compréhension de la gestion du FCGBAC.

En sus de cette information, la CADEC s'engage à mettre en place une comptabilité spécifique du FCGBAC.

Un comité de suivi constitué de deux représentants de chaque partie se réunira annuellement pour approuver le compte rendu d'activité du fonds.

À l'expiration de la convention, le Président de la CADEC exposera, dans les formes et selon les modalités visées plus haut, un rapport récapitulant l'activité du FCGBAC depuis le jour de sa mise en place jusqu'à sa clôture.

Article 6 : Disponibilité du fonds

Dans l'attente de son utilisation, la CADEC s'engage à placer la trésorerie disponible du fonds sur des supports de type comptes rémunérés ou de première catégorie.

Les produits issus du placement de la trésorerie du fonds appartiennent au fonds et viennent chaque année en augmenter le principal.

Article 7 : Indemnité de gestion

La CADEC imputera pendant la durée des présentes, pour chacun de ses exercices sociaux, sur le montant de la Dotation ODARC, tel que remboursable en vertu des présentes, à titre d'indemnité de gestion, un montant forfaitaire annuel correspondant à 3% du Montant de la dotation ODARC.

Le montant de l'Indemnité de gestion sera comptabilisé au débit du Montant de la Dotation ODARC dans le cadre de la comptabilité annuelle du fonds.

Article 8 : comptabilité du fonds

La CADEC s'engage à préparer les Comptes du Fonds dans les quatre mois de la fin de chacun de ses exercices sociaux à l'occasion de la préparation de ses comptes annuels. A l'occasion de l'arrêté de ses comptes sociaux annuels, la CADEC s'engage, après approbation des Comptes du Fonds par son Conseil d'Administration, à déterminer le montant de la « **Créance de l'ODARC en Fin d'Exercice** » en enregistrant les écritures comptables suivantes au poste du bilan auquel est enregistré le montant de la dotation :

- à l'occasion de l'arrêté de ses comptes sociaux au crédit, la somme des Produits de placement et des reprises de Provisions ;
- à l'occasion de l'arrêté de ses comptes sociaux, au débit, le montant de la somme des dotations aux provisions, des Pertes Nettes, des frais de contentieux et de l'Indemnité de gestion, tels que définis aux articles précédents.

Etant entendu, qu'en toute hypothèse et nonobstant toute stipulation contraire, la créance de l'ODARC en fin d'exercice ne pourra être inférieure à zéro. Dans l'hypothèse où, au résultat du calcul ci-dessus, cette dernière viendrait à être inférieure à zéro, les stipulations de l'article 9 s'appliqueront et la créance de l'ODARC en fin d'exercice sera enregistrée pour un montant égal à zéro dans les comptes sociaux de la CADEC.

Article 9 : Durée du fonds

Le Fonds sera créé à compter de la Date d'Effet pour une durée qui expirera au 31 décembre de l'année 2026 sauf évènement suivant préalablement à cette date, auquel cas le Fonds expirera à la date indiquée ci-dessous :

- la Créance de l'ODARC en fin d'exercice telle que déterminée en vertu de l'Article 9 ci-dessus est égale à zéro euro, auquel cas la durée du Fonds expirera à la date de la fin de l'exercice social au titre duquel cet évènement est constaté ; (ci-après désignée la « **Date du Terme** »).

Au moins six mois avant la date du terme dans l'hypothèse où cette dernière est le 31 décembre 2026 ou à l'occasion de la détermination de la Créance de l'ODARC en fin d'exercice dans l'hypothèse visée ci-dessus, les parties s'engagent à se réunir, à la demande de la partie la plus diligente, afin de décider de l'éventuelle prorogation du Fonds et des conditions y relatives. En

cas de prorogation, les conditions de cette dernière seront actées par avenant signé par l'ensemble des parties.

A la date du terme l'ensemble des stipulations des présentes deviendront caduques à l'exception des stipulations des Articles 1, 10, 13, 15 et suivants qui survivront pour les besoins de la liquidation du Fonds et ce jusqu'à sa liquidation définitive.

Article 10 : Liquidation du fonds - remboursement

Article 10.1 : Liquidation

A la date du terme, le Fonds sera mis en liquidation et au résultat de cette dernière l'ODARC deviendra créancière de la CADEC pour un montant égal à la Créance de l'ODARC en fin d'exercice telle que ressortant des derniers comptes sociaux de la CADEC.

Compte tenu de l'activité de recouvrement postérieure à la date du terme, l'intégralité des sommes perçues postérieurement à la Date du Terme par la CADEC et issues du paiement de créances de la CADEC liées à des Financements octroyés préalablement à la Date du Terme et comptabilisées préalablement à ladite date en Pertes et Provisions augmenteront d'autant la « Créance Définitive de l'ODARC ».

Article 10.2 : Remboursement de la Créance Définitive de l'ODARC

La CADEC s'engage à rembourser à l'ODARC la Créance Définitive au plus tard six (6) mois après la Date du Terme, sous réserve de ce que, au moment dudit remboursement, sa trésorerie disponible, après prise en compte des ratios prudentiels applicables à la CADEC, soit suffisante au dit remboursement.

Dans l'hypothèse où la CADEC, compte tenu de ce qui précède, ne serait pas en mesure de rembourser la totalité de la Créance Définitive de l'ODARC dans le délai de six (6) mois susvisé, la CADEC s'engage à rembourser le montant de la Créance Définitive de l'ODARC qui n'a pu être ainsi remboursé, par tranche annuelle dans les six (6) mois de la fin de chacun de ses exercices sociaux successifs, chaque tranche annuelle étant égale à 100% des recouvrements effectifs encaissés par la CADEC au titre des financements (soit les sommes encaissées issues de remboursement des financements, et, le cas échéant, de l'encaissement de sommes correspondant à des créances ayant été préalablement traitées comme « pertes », le tout après déduction des « pertes » survenant postérieurement à la date du terme mais issues de Financements avant la Date du Terme). Ces recouvrements devant être prioritairement affectés par la CADEC au remboursement de la Créance Définitive de l'ODARC. Le remboursement par la CADEC du solde éteindra la créance définitive de l'ODARC.

Article 11 : Confidentialité

Les informations, notamment les données concernant les études de dossiers, transmises dans le cadre de l'application de la présente Convention ne peuvent être utilisées par les Parties à la Convention qu'aux fins pour lesquelles elles ont été transmises. Les Parties s'engagent à assurer la confidentialité de ces informations, conformément à la législation en vigueur. Notamment, certaines données relatives aux dossiers peuvent conduire les intervenants pour le compte de l'ODARC à prendre connaissance d'informations personnelles relatives aux demandeurs. L'ODARC reconnaît avoir été informées des obligations relatives au secret bancaire telles que définies par l'article 511-33 du Code Monétaire et Financier et des textes subséquents et s'engagent à respecter et à faire respecter le caractère confidentiel desdites informations par toute personne qui interviendrait pour son compte dans le cadre de l'application des présentes.

Article 12 : Divisibilité

Si l'une quelconque des stipulations des présentes se révélait nulle ou insusceptible d'exécution, la validité des autres stipulations et le fait qu'elles soient susceptibles d'exécution ne sera en aucune manière affectée ni compromise, aucune des Parties ne pourra réclamer aux autres de dommages et intérêts de ce chef ; les Parties négocieront de bonne foi afin de remplacer les stipulations en question par des stipulations valables et susceptibles d'exécution aussi proches que possible de l'intention commune des Parties ou, si une telle intention commune ne peut pas être déterminée, de l'intention de celle des Parties que la stipulation nulle ou insusceptible d'exécution visait à protéger ; à défaut d'accord, la Partie la plus diligente devra saisir par voie de requête Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Bastia afin que celui-ci substitue à toute stipulation nulle ou insusceptible d'exécution, des stipulations valables et susceptibles d'exécution et déterminera la date à laquelle celles-ci seront applicables.

Article 13 : Totalité de l'accord, modifications, renonciations et interprétation

La présente Convention constitue l'intégralité de l'accord entre les Parties en relation avec son objet. Elle remplace tout accord ou document antérieur, ayant le même objet, écrit ou verbal, de quelque nature que ce soit. Elle ne pourra être modifiée que par un accord écrit dûment signé par les Parties. La renonciation effectuée par l'une des Parties au bénéfice de l'une quelconque des stipulations des présentes ne prendra effet que si elle est effectuée par écrit. Aucune renonciation à l'une quelconque des stipulations des présentes ne sera réputée ni ne constituera une renonciation à toute autre de ses stipulations.

Article 14 : Règlement des Litiges

Tout litige relatif à l'application de la présente Convention sera porté devant le Tribunal Administratif de Bastia s'il s'avère que les voies de conciliation n'arrivent pas à leurs fins.

Fait en deux exemplaires à BASTIA, le 25/05 2019

Le Président de la CADEC

Alexandre VINCIGUERRA

La Directrice par intérim de l'ODARC

Marie-Pierre BIANCHINI

PJ : annexes N°1 (dossier bancaire) et N°2 (notification et règlement du fonds)